



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

n° 125 du 5 octobre 2021

## **SOMMAIRE**

### **PREFECTURE 44**

#### **DCPPAT – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial**

Arrêté préfectoral du 5 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Marc ANDRE, directeur adjoint de cabinet.

Arrêté préfectoral modificatif n° 9 du 5 octobre 2021 de renouvellement de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation "sites et paysages" (mandat 2019-2022).



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DCPPAT

**Arrêté portant délégation de signature à  
M. Marc ANDRE, directeur adjoint de cabinet**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L241-3-2 et son article R241-17 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 45 ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant M. Didier MARTIN, préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique (hors classe) ;
- VU** le décret du 12 août 2020 portant nomination de M. François DRAPÉ, sous-préfet, directeur du directeur de cabinet du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 août 2021 portant nomination de M. Marc ANDRÉ, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur adjoint de cabinet du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique - directeur des sécurités ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture de la Loire-Atlantique et répartition des attributions entre ses services ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François DRAPÉ, directeur de cabinet du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique, délégation est donnée à M. Marc ANDRÉ, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur adjoint de cabinet du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique - directeur des sécurités, à l'effet de signer dans le cadre des attributions relevant du cabinet du préfet :

- toutes correspondances administratives dans le domaine d'attribution du cabinet à l'exclusion de celles adressées aux ministres, aux parlementaires et aux conseillers départementaux qui sont réservées à la signature du préfet ;

- les décisions administratives relevant des attributions du cabinet définies par les arrêtés préfectoraux portant organisation des services en vigueur, à l'exception des décisions prévues à l'article 2 ci-après.

## **ARTICLE 2 :**

Sont exclues de la délégation accordée à l'article 1<sup>er</sup>, les décisions suivantes :

- les arrêtés réglementaires ;
- les circulaires aux maires ;
- les décisions relatives au déclenchement des plans de secours ou de défense ;
- les décisions d'hospitalisation sans consentement ;
- les propositions de distinctions honorifiques dans les ordres nationaux ;
- le contentieux des décisions relevant du cabinet ;
- les décisions relatives au fonds interministériel de prévention de la délinquance, aux habilitations des travaux d'intérêts généraux ;
- les demandes de forces mobiles ainsi que les décisions d'octroi de la force publique dans le cadre des expulsions ;
- les arrêtés de fermeture de débits de boissons ;
- la nomination des membres de commissions administratives.

## **ARTICLE 3 :**

### **Bureau du cabinet et de la représentation de l'Etat**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François DRAPÉ ou de M. Marc ANDRÉ, délégation de signature est également donnée dans la limite de leurs attributions, pour les actes, formalités et documents ne comportant pas de pouvoir de décision, dont les demandes d'enquêtes ou de renseignements formulés auprès des administrations, des chefs de service et des maires, notifications aux administrations des résultats des enquêtes ne comportant pas de décision administrative défavorable, aux deux fonctionnaires ci-dessous désignées :

- Mme Charlotte MARTY, attachée d'administration de l'État, chef du bureau du cabinet et de la représentation de l'État ,
- Mme Céline PROVOST, technicienne supérieure du développement durable, adjointe au chef de bureau ;

### **Bureau de l'ordre public et des politiques de sécurité**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François DRAPÉ ou de M. M. Marc ANDRÉ, délégation de signature est également donnée dans la limite de leurs attributions, pour les actes, formalités et documents ne comportant pas de pouvoir de décision, dont les demandes d'enquêtes ou de renseignements formulés auprès des administrations, des chefs de service et des maires, notifications aux administrations des résultats des enquêtes ne comportant pas de décision administrative défavorable, aux fonctionnaires ci-dessous désignées :

- Mme Lucie CARLIER, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau de l'ordre public et des politiques de sécurité,
- Mme Agnès LECAMP, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau ;

### **Au titre des missions de proximité liées aux droits à conduire**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François DRAPÉ ou de M. Marc ANDRÉ, délégation de signature est également donnée dans le cadre de ces missions, aux fonctionnaires ci-dessous désignés :

- Mme Lucie CARLIER, attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau de l'ordre public et des politiques de sécurité, et, en cas d'absence ou d'empêchement à :
- Mme Agnès LECAMP, secrétaire administrative de classe exceptionnelle,
- Mme Rachel LARDY-ROBIN, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**- Pour les arrondissements de Nantes et de Châteaubriant-Ancenis :**

- ⇒ Les mesures administratives consécutives à un avis médical d'un médecin agréé ou de la commission médicale des permis de conduire ou de la commission départementale d'appel
- ⇒ Les décisions relatives aux recours gracieux suite à mesures administratives consécutives à un examen médical de la commission médicale des permis de conduire
- ⇒ Les suspensions du permis de conduire français et les interdictions temporaires de conduire en France pour les conducteurs ayant commis des infractions dans le cadre des articles L 224-2 à L 224-9 du code de la route
- ⇒ Les décisions d'interdiction de délivrance des permis de conduire pour les conducteurs ayant commis des infractions, en application de l'article L.224.7 du code de la route
- ⇒ Les décisions rapportant une décision de suspension du permis de conduire
- ⇒ Les décisions de retrait des permis de conduire obtenus frauduleusement ou irrégulièrement (A. 8 janvier 1999 art. 10)
- ⇒ Les saisines des autorités de police ou de gendarmerie pour les conducteurs n'ayant pas restitué leur titre annulé ou suspendu
- ⇒ Les décisions de reconstitution de points du permis de conduire suite à stage de sensibilisation à la sécurité routière

**- Dans l'ensemble du département de la Loire-Atlantique**

- ⇒ Les décisions d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules en application de l'article L.325.1.2 du code de la route et les décisions de sortie des véhicules mis en fourrière sur l'arrondissement de Nantes
- ⇒ Les décisions relatives aux recours devant la commission départementale d'appel (commission médicale)
- ⇒ Les suspensions du permis de conduire français et les interdictions de conduire en France pour les conducteurs ayant commis des infractions dans le département dans le cadre des articles du code de la route L 224-2 à L 224-9 lors des permanences assurées par le service
- ⇒ Les arrêtés portant agrément et décisions de refus d'agrément pour l'organisation de stages de sensibilisation à la sécurité routière
- ⇒ Les convocations des sections spécialisées de la commission départementale de la sécurité routière concernant les établissements de la conduite, établissements organisant les stages de sensibilisation à la sécurité routière et fourrières
- ⇒ Les agréments des médecins membres des commissions médicales primaires et d'appel
- ⇒ Les conventions des partenaires (auto-écoles, centres de sensibilisation à la sécurité routière) pour utiliser le module ECCA ou CSSR de l'application FAETON, céder à titre gratuit un numériseur, utiliser le service du centre de traitement des numérisations
- ⇒ Les états liquidatifs des dépenses et certifications conformes pour service fait et pièces comptables relatives à l'activité du bureau ;
- ⇒ les attestations pour exercer les fonctions d'accompagnateur pour l'apprentissage de la conduite à titre non-onéreux (arrêté ministériel du 16 juillet 2013)

## **Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile (SIRACED-PC)**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François DRAPÉ ou M. Marc ANDRÉ, délégation de signature est également donnée dans la limite de leurs attributions, pour les actes, formalités et documents ne comportant pas de pouvoir de décision, aux fonctionnaires ci-dessous désignées :

- Mme Claire BRACHT, ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, chef de service, et en cas d'absence ou d'empêchement à :
- Mme Hélène KERJAN, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au chef de service.

## **Service régional de la communication interministérielle**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François DRAPÉ ou M. Marc ANDRÉ, délégation de signature est également donnée dans la limite de leurs attributions, aux fonctionnaires ci-dessous désignés :

- Mme Nathalie CHAMPLONG, agent contractuelle de catégorie A, chef de service, et en cas d'absence ou d'empêchement à :
- M. Étienne MAURE, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef de service.

## **Service des polices administratives de sécurité**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François DRAPÉ ou M. Marc ANDRÉ, délégation de signature est également donnée à :

- Mme Sonja BERRY, attachée principale d'administration de l'État, chef du service des polices administratives de sécurité, et en cas d'absence ou d'empêchement à :
  - Mme Hélène FRÉTIGNÉ, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au chef du service des polices administratives de sécurité
- dans la limite de leurs attributions, et plus précisément :

### En matière d'armes à feu

- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation d'acquisition et de détention d'arme à feu
- les récépissés de déclaration d'acquisition et de détention d'arme à feu
- la délivrance de cartes européennes d'arme à feu
- les lettres d'information relatives aux inscriptions au fichier national des personnes interdites d'acquisition et de détention d'armes (FINIADA)
- les arrêtés de remise provisoires, de remises définitives et de restitution d'armes à feu
- les arrêtés de dessaisissement d'armes à feu
- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus, de suspension et de retrait, d'agrément d'armurier
- les arrêtés d'autorisation, de refus, de suspension et de retrait d'autorisation d'ouverture d'un commerce de détail d'armes à feu
- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation de port d'arme des convoyeurs de fonds

### En matière de réglementation aérienne

- les récépissés de déclaration pour un vol d'aéronef télépilote circulant sans personne à bord et les décisions de refus d'autorisation d'un vol d'aéronef télépilote circulant sans personne à bord

Tél : 02.40.41.20.20

Mél : [prefecture@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:prefecture@loire-atlantique.gouv.fr)

6, QUAI CEINERAY – BP33515 – 44035 NANTES CEDEX 1

- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation de dérogation pour le vol d'aéronef télépiloté circulant sans personnes à bord (nuit, hauteurs, etc.)
- les arrêtés de création et de renouvellement de zones d'interdiction temporaire de survol et de zones réglementées temporaires de survol
- les arrêtés d'autorisation de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation de dérogation aux hauteurs de survol pour les avions et hélicoptères
- les arrêtés d'habilitation, de renouvellement, de refus et de retrait d'habilitation des pilotes à utiliser une hélisurface ou une héliportation
- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation de prises de vues aériennes dans le spectre invisible
- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation temporaire d'exploitation d'une structure (plate-forme, hélisurface)
- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation permanentes d'exploitation structure (plate-forme, hélisurface)
- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation des manifestations aériennes

#### En matière de manifestations sportives

- les récépissés de déclaration pour les randonnées, les compétitions sportives, les compétitions motorisées sur circuit homologué
- les arrêtés d'autorisation, de refus et de retrait d'autorisation pour les compétitions motorisées sur circuit non homologué
- les arrêtés d'homologation, de refus et de retrait d'homologation de circuit
- les récépissés de déclaration pour l'ouverture d'établissements permanents ou les installations temporaires dans lesquels sont pratiquées des activités de tir aux armes de chasse (balls traps)
- la présidence des réunions relevant de la section relative aux manifestations sportives de la commission départementale de sécurité routière

#### En matière de réglementation sur les établissements recevant du public

- la présidence de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- la présidence de la commission d'arrondissement de Nantes pour l'accessibilité et la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- la présidence des visites avant ouverture et des visites de réception de travaux des établissements recevant du public

#### En matière de réglementation de la police municipale

- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus et de retrait d'agrément des agents de police municipale et des assistants temporaires de police municipale
- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation d'acquisition d'armes et de munitions par une commune
- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation des agents de police municipale à porter une arme
- la délivrance de cartes professionnelles aux agents de police municipale
- les décisions d'habilitation et les décisions de retrait d'habilitation des agents de police judiciaire adjoints et des gardes-champêtres à consulter les informations issues du système d'immatriculation des véhicules (SIV) et du système national des permis de conduire (SNPC)

#### En matière de sûreté aérienne

- les arrêtés de refus, de suspension et de retrait d'habilitation des agents à accéder aux zones de sûreté à accès réglementé de l'aéroport
- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus, de suspension et de retrait d'agrément des agents de sûreté aéroportuaire chargé de l'inspection filtrage

#### En matière de sûreté portuaire

- les arrêtés d'habilitation, de renouvellement, de refus et de retrait d'habilitation pour l'accès permanent aux zones d'accès restreint des ports
- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus et de retrait d'agrément des agents chargés des visites de sûreté

#### En matière de réglementations diverses

- les arrêtés d'autorisation, de renouvellement, de refus et de retrait d'autorisation de surveillance de la voie publique par des agents de sécurité privée
- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus et de retrait d'agrément des centres de formation à la sécurité incendie et secours à la personne (SSIAP)
- les récépissés de déclaration pour l'utilisation d'artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre
- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus et de retrait d'agrément des artificiers
- les décisions d'autorisation et de refus d'autorisation de lâchers de lanternes ou de ballons
- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus et de retrait d'agrément gardes particuliers (chasse et pêche, bois et forêts)
- les arrêtés constatant l'aptitude technique de la personne qui souhaite exercer les fonctions de garde particulier et les décisions de refus
- les arrêtés d'agrément, de renouvellement, de refus et de retrait d'agrément des agents verbalisateurs des exploitants d'une autoroute ou d'un ouvrage routier ouvert à la circulation publique et soumis à péage
- les arrêtés d'habilitation, de renouvellement, de refus et de retrait d'habilitation des agents de collectivités territoriales pour relever les infractions au code de la santé publique
- les arrêtés d'autorisation de circulation des petits trains touristiques

Et, pour chacune de ces décisions, les lettres engageant une procédure contradictoire préalables à une décision de retrait ou de refus d'autorisation, d'habilitation ou d'agrément.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sonja BERRY et Mme Hélène FRÉTIGNÉ, délégation de signature est également donnée, dans la limite de leurs attributions, aux fonctionnaires désignés ci-dessous :

- M. Marc VANACKER, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, pour :
  - la présidence de la commission d'arrondissement de Nantes pour l'accessibilité et la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
  - la présidence des visites avant ouverture et des visites de réception de travaux des établissements recevant du public de la compétence de la commission d'arrondissement de Nantes
- M. Claude-Michel HERVOUET, secrétaire administratif de classe normale pour :
  - les récépissés de déclaration pour un vol d'aéronef télépiloté circulant sans personne à bord.

#### **ARTICLE 4 :**

Délégation de signature est donnée à M. Marc ANDRÉ, et en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, à Mme Charlotte MARTY, à Mme Céline PROVOST, aux fins de signer les cartes de stationnement pour les personnes handicapées déposées auprès du service départemental de l'office national des anciens combattants et des victimes de guerre de Loire-Atlantique.

## **ARTICLE 5 :**

Afin d'assurer la continuité de l'action de l'État dans le département de la Loire-Atlantique en matière de sécurité routière, dans le cadre des permanences préfectorales, délégation de signature est donnée, en l'absence de M. François DRAPÉ ou de M. Marc ANDRÉ, à :

- Claire BRACHT, ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile (SIRACED-PC)
- Sonja BERRY, attachée principale d'administration de l'État, chef du service des polices administratives de sécurité
- Hélène KERJAN, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au chef du SIRACED-PC
- Nicolas LE BRUN, attaché d'administration de l'État, chargé de mission au SIRACED-PC
- Lucie CARLIER attachée principale d'administration de l'État, chef du bureau de l'ordre public et des politiques de sécurité
- Rachel LARDY-ROBIN, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, responsable de l'unité droits à conduire
- Charlotte MARTY, attachée d'administration de l'État, chef du bureau du cabinet et de la représentation de l'État
- Étienne DESTOUCHES, attaché d'administration de l'État, chargé de mission.

à l'effet de signer les actes suivants sur l'ensemble du département de la Loire-Atlantique :

- Les décisions de suspension du permis de conduire français et les interdictions de conduire en France pour les conducteurs ayant commis des infractions dans le cadre des articles du code de la route L 224-2 à L 224-9 dans le cadre des permanences assurées par le service
- Les saisines des autorités de police ou de gendarmerie pour les conducteurs n'ayant pas restitué leur titre annulé ou suspendu
- Les décisions rapportant une décision de suspension du permis de conduire

**ARTICLE 6 :** L'arrêté préfectoral du 30 août 2021 donnant délégation de signature à M. Marc ANDRÉ, conseiller d'administration du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur adjoint de cabinet du préfet de la Loire-Atlantique est abrogé.

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, les sous-préfets d'arrondissement et les sous-préfets chargés de mission, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

Nantes, le 05 OCT. 2021

LE PRÉFET

Didier MARTIN





**Arrêté modificatif n°9 de renouvellement de la composition de la commission  
départementale de la nature, des paysages et des sites, formation «sites et paysages »  
(mandat 2019-2022)**

**LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L341-16 et suivants, et R 341-16 à R 341-25 ;
- VU** le code l'urbanisme, notamment ses articles R425-17 et suivants ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R133-3 et suivants ;
- VU** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, notamment ses articles 8 et 9 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2006 modifié instituant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- VU** l'arrêté préfectoral modificatif du 29 janvier 2019, portant renouvellement des membres de la formation spécialisée « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ainsi que ses huit arrêtés modificatifs ;
- VU** les désignations de la Chambre d'Agriculture au sein du 3e collège de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée « sites et paysages »
- VU** la démission de M. DOREAU et les désignations du syndicat des Énergies Renouvelables au sein du 4<sup>e</sup> collège de la commission ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral pré-cité afin de tenir compte des changements de représentants de la Chambre d'Agriculture et des représentants de la filière éolienne ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1:** L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2019, portant renouvellement de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation « sites et paysages », mandat 2019-2022, est modifié comme suit :

**3<sup>ème</sup> collège – Personnalités qualifiées, représentants d'associations agréées dans le domaine de la protection de l'environnement, d'organisations agricoles et sylvicoles**

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Michel JOUBIOUX Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Monique CLEMENT Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Thierry PANAGET Fondation du patrimoine</li> </ul>	<i>En cours de désignation</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Loïc MARION France Nature Environnement Pays de la Loire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Patrick CARTON France Nature Environnement Pays de la Loire</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>M. Anthony MOREAU</b> <b>Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>M. Paul CHARRIAU</b> <b>Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique</b></li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Serge BOLO syndicat des forestiers sylviculteurs privés de Loire-Atlantique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Marie-Joséphine VEYRAC syndicat des forestiers sylviculteurs privés de Loire-Atlantique</li> </ul>

■ Pour les seuls dossiers éoliens soumis à une autorisation instruite selon l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'ICPE :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Gérard LEFEVRE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Pascale LIQUIERE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Régis RIBET délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Céline VIAUD délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. François HELIE de LA HARIE délégué VMF de Loire-Atlantique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Bernard LE GUILLIER Vieilles Maisons de France</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li><b>M. Théo BOUCKAERT</b> <b>Syndicat des Énergies renouvelables</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>M. Mickaël LE LUDEC</b> <b>Syndicat des Énergies renouvelables</b></li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Benoit PARIS France Énergie Éolienne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Jean-Philippe BLIN France Énergie Éolienne</li> </ul>

**4<sup>ème</sup> collège – Personnes compétentes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture, d'environnement et d'exploitations éoliennes**

■ Pour les dossiers éoliens soumis à l'autorisation environnementale selon l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Gérard LEFEVRE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Pascale LIQUIERE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Régis RIBET délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Céline VIAUD délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. François HELIE de LA HARIE délégué VMF de Loire-Atlantique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Bernard LE GUILLIER Vieilles Maisons de France</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Mohamed MAANAN Professeur à l'IGARUN - Université de Nantes</li> </ul>	<i>En cours de désignation</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Alix LEGUYADER Syndicat des Énergies renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Philippe BLIN France Énergie Éolienne</li> </ul>

Les autres dispositions de l'article 1 sont inchangées.

**ARTICLE 2 :** Les autres dispositions de l'arrêté pré-cité restent inchangées.

**ARTICLE 3 :** La composition de la commission formation « Sites et Paysages » en vigueur à la date de signature du présent arrêté est jointe en annexe.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation « sites et paysages » et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

**- 5 OCT. 2021**

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Pascal OTHÉGUY

**Délais et voies de recours**

Le demandeur dispose d'un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

En cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Les tiers à la décision peuvent, dans les mêmes conditions que le demandeur, exercer leur droit de recours dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

## ANNEXE

### COMPOSITION ACTUALISÉE DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES FORMATION SITES ET PAYSAGES

#### « 1<sup>er</sup> collège – Représentants des services de l'État

- un représentant de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- deux représentants de la direction départementale des territoires et de la mer ;
- un représentant du service territorial de l'architecture et du patrimoine ;
- un représentant de la direction régionale des affaires culturelles.

#### 2<sup>ème</sup> collège – Représentants élus des collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale

Titulaires	Suppléants
<ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Chloé GIRARDOT MOITIÉ Vice-présidente du Conseil départementale de Nantes 7</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Laurent DUBOST Conseiller Départemental de Saint-Herblain-2</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Jean-Luc SÉCHET Vice-président Conseiller départemental de Saint-Nazaire-2</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Pierre MARTIN Conseiller départemental de Pornic</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Philippe MOREL Maire du Cellier</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Séverine MARCHAND Maire de La Plaine-sur-Mer</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Jacky DROUET Maire de Chaumes en Retz</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Pascal PRAS Maire de Saint Jean de Boiseau</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Jacques GARREAU Nantes Métropole</li></ul>	<i>En cours de désignation</i>

#### 3<sup>ème</sup> collège – Personnalités qualifiées, représentants d'associations agréées dans le domaine de la protection de l'environnement, d'organisations agricoles et sylvicoles

Titulaires	Suppléants
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Michel JOUBIOUX Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Monique CLEMENT Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Thierry PANAGET Fondation du patrimoine</li></ul>	<i>En cours de désignation</i>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Loïc MARION France Nature Environnement Pays de la Loire</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Patrick CARTON France Nature Environnement Pays de la Loire</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Anthony MOREAU Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Paul CHARRIAU Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• M. Serge BOLO syndicat des forestiers sylviculteurs privés de Loire-Atlantique</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Marie-Joséphine VEYRAC syndicat des forestiers sylviculteurs privés de Loire-Atlantique</li></ul>

**4ème collège – Personnes compétentes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture, d'environnement et d'exploitations éoliennes**

■ Pour les dossiers hors éoliens ainsi que :

- les dossiers éoliens déposés avant l'expérimentation d'autorisation unique du décret du n°2014-450 du 2 mai 2014 ;
- les dossiers éoliens déposés entre le 1<sup>er</sup> mars 2017 et le 30 juin 2017 et instruits, sur demande du pétitionnaire, en application du régime des installations classées;

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Gérard LEFEVRE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Pascale LIQUIERE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Régis RIBET délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Céline VIAUD délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Élise GASTINEAU Ordre des architectes des Pays de la Loire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Richard SICARD Ordre des architectes des Pays de la Loire</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. François HELIE de LA HARIE délégué Vieilles Maisons de France de Loire-Atlantique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Bernard LE GUILLIER Vieilles Maisons de France</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Mohamed MAANAN Professeur IGARUN - Université de Nantes</li> </ul>	<i>En cours de désignation</i>

■ Pour les seuls dossiers éoliens soumis à une autorisation instruite selon l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'ICPE :

Lorsqu'il est consulté sur une demande d'autorisation unique concernant les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, le collège des personnes compétentes dans le domaine d'intervention de la formation dite des sites et paysages est composé comme suit :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Gérard LEFEVRE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Pascale LIQUIERE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Régis RIBET délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Céline VIAUD délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. François HELIE de LA HARIE délégué VMF de Loire-Atlantique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Bernard LE GUILLIER Vieilles Maisons de France</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Théo BOUCKAERT Syndicat des Énergies renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Mickaël LE LUDEC Syndicat des Énergies renouvelables</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Benoît PARIS France Énergie Éolienne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Philippe BLIN France Énergie Éolienne</li> </ul>

■ Pour les dossiers éoliens soumis à l'autorisation environnementale selon l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 :

Titulaires	Suppléants
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Gérard LEFEVRE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Pascale LIQUIERE association des urbanistes du grand ouest « AUGO »</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Régis RIBET délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Céline VIAUD délégation régionale de l'association des architectes du patrimoine</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. François HELIE de LA HARIE délégué VMF de Loire-Atlantique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Bernard LE GUILLIER Vieilles Maisons de France</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Mohamed MAANAN Professeur à l'IGARUN - Université de Nantes</li> </ul>	<p><i>En cours de désignation</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Alix LEGUYADER Syndicat des Énergies renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Philippe BLIN France Énergie Éolienne</li> </ul>